

La Syrie dans la tourmente des « printemps arabes »

Conférence pour l'AR29 de l'IHEDN, Nice, 27 juin 2012

Les pires conjectures formulées au premier semestre 2011 concernant les mouvements de révolte arabes deviennent aujourd'hui réalité. Je les avais largement exposées dans divers ouvrages et revues¹ à contre courant d'une opinion occidentale généralement enthousiaste et surtout naïve. Car il fallait tout de même être naïf pour croire que, dans des pays soumis depuis un demi-siècle à des dictatures qui avaient éliminé toute forme d'opposition libérale et pluraliste, la démocratie et la liberté allaient jaillir comme le génie de la lampe par la seule vertu d'un Internet auquel n'a accès qu'une infime minorité de privilégiés de ces sociétés.

Une fois passé le bouillonnement libertaire et l'agitation des adeptes de Facebook, il a bien fallu se rendre à l'évidence. Le pouvoir est tombé dans les mains des seules forces politiques structurées qui avaient survécu aux dictatures nationalistes parce que soutenues financièrement par les pétromonarchies théocratiques dont elles partagent les valeurs et politiquement par les Occidentaux parce qu'elles constituaient un bouclier contre l'influence du bloc de l'Est : les forces religieuses fondamentalistes. Et le « printemps arabe » n'a mis que six mois à se transformer en « hiver islamiste ».

En Tunisie et en Égypte, les partis islamistes, Frères Musulmans et extrémistes salafistes se partagent de confortables majorités dans les Parlements issus des révoltes populaires. Ils cogèrent la situation avec les commandements militaires dont ils sont bien contraints de respecter le rôle d'acteurs économiques dominants mais s'éloignent insidieusement des revendications populaires qui les ont amenés au pouvoir. Constants dans leur pratique du double langage, ils font exactement le contraire de ce qu'ils proclament. En Égypte, après avoir affirmé sur la Place Tahrir au printemps 2011 qu'ils n'aspiraient nullement au pouvoir, ils revendiquent aujourd'hui la Présidence de la République, la majorité parlementaire et l'intégralité du pouvoir politique.

En Tunisie, et après avoir officiellement renoncé à inclure la *chari'a* dans la constitution, ils organisent dans les provinces et les villes de moyenne importance, loin de l'attention des médias occidentaux, des comités de vigilance religieux pour faire appliquer des règlements inspirés de la *chari'a*. Ce mouvement gagne progressivement les villes de plus grande importance et même les capitales où se multiplient les mesures d'interdiction en tous genres, la censure des spectacles et de la presse, la mise sous le boisseau des libertés fondamentales et, bien sûr, des droits des femmes et des minorités non sunnites.

Et ces forces politiques réactionnaires n'ont rien à craindre des prochaines échéances électorales. Largement financées par l'Arabie et le Qatar pour lesquels elles constituent un gage de soumission dans le monde arabe, elles ont tous les moyens d'acheter les consciences et de se constituer la clientèle qui perpétuera leur domination face à un paysage politique démocratique morcelé, sans moyens, dont il sera facile de dénoncer l'inspiration étrangère et donc impie.

¹ - « Révoltes arabes : l'envers du décor » in « *Outre-Terre* », n° 29, Revue de l'Académie européenne de géopolitique, ouvrage collectif sous la direction du Pr. Michel Korinman, Paris, 10/2011.

- « Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », entretiens avec Jean Guisnel, La Découverte, Paris, 09/2011

- « Le printemps libyen sera orange » in « *Marine et Océans* », n° 231, 2^{ème} trimestre 2011, Paris.

La Libye et le Yémen ont sombré dans la confusion. Après que les forces de l'OTAN, outrepassant largement le mandat qui leur avait été confié par l'ONU, ont détruit le régime du peu recommandable Colonel Kadhafi, le pays se retrouve livré aux appétits de bandes et tribus rivales bien décidées à défendre par les armes leur pré carré local et leur accès à la rente. L'éphémère « Conseil National de transition » porté aux nues par l'ineffable Bernard Henri Lévy est en train de se dissoudre sous les coups de boutoir de chefs de gangs islamistes, dont plusieurs anciens adeptes d'Al-Qaïda, soutenus et financés par le Qatar qui entend bien avoir son mot à dire dans tout règlement de la question et prendre sa part dans l'exploitation des ressources du pays en hydrocarbures.

Au Yémen, le départ sans gloire du Président Ali Abdallah Saleh rouvre la porte aux forces centrifuges qui n'ont pas cessé d'agiter ce pays dont l'unité proclamée en 1990 entre le nord et le sud n'a jamais été bien digérée, surtout par l'Arabie Séoudite qui s'inquiétait des foucades de ce turbulent voisin et n'a eu de cesse d'y alimenter la subversion fondamentaliste. Aujourd'hui, les chefs de tribus sunnites du sud et de l'est du pays, dont certains se réclament d'Al-Qaïda et tous du salafisme, entretiennent un désordre sans fin aux portes de la capitale, Sana'a, fief d'une classe politique traditionnelle zaydite – branche dissidente du chi'isme – insupportable pour la légitimité de la famille séoudienne.

Seul le régime syrien résiste à ce mouvement généralisé d'islamisation au prix d'une incompréhension généralisée et de l'opprobre internationales.

Avant de développer ce sujet, je crois devoir faire une mise au point puisque d'aucuns croient déceler dans mes propos et prises de positions des relents d'extrême droite et de complaisance pour les dictatures.

Je me rends régulièrement en Syrie depuis 45 ans et y ai résidé pendant plusieurs années. Je ne prétends pas connaître intimement ce pays mais je pense quand même mieux le connaître certains de ces journalistes qui en reviennent pleins de certitudes après un voyage de trois ou quatre jours.

Mes activités m'ont amené à devoir fréquenter à divers titres les responsables des services de sécurité civils et militaires syriens depuis la fin des années 70. J'ai pu constater qu'ils ne font ni dans la dentelle ni dans la poésie et se comportent avec une absolue sauvagerie. Ce n'est pas qu'ils ont une conception différente des droits de l'homme de la nôtre. C'est qu'ils n'ont aucune conception des droits de l'homme....

Leur histoire explique en grande partie cette absence. D'abord, ils puisent leur manière d'être dans quatre siècle d'occupation par les Turcs ottomans, grands experts du pal, de l'écorchage vif et du découpage raffiné. Ensuite, ils ont été créés sous la houlette des troupes coloniales françaises pendant le mandat de 1920 à 1943, et, dès l'indépendance du pays, conseillés techniquement par d'anciens nazis réfugiés, de 1945 jusqu'au milieu des années 50, et ensuite par des experts du KGB jusqu'en 1990. Tout ceci n'a guère contribué à développer chez eux le sens de la douceur, de la tolérance et du respect humain.

Quant au régime syrien lui-même, il ne fait aucun doute dans mon esprit que c'est un régime autoritaire, brutal et fermé. Mais le régime syrien n'est pas la dictature d'un homme seul, ni même d'une famille, comme l'étaient les régimes tunisien, égyptien, libyen ou irakien. Tout comme son père, Bashar el-Assad n'est que la partie visible d'un iceberg communautaire complexe et son éventuel départ ne changerait strictement rien à la réalité des rapports de pouvoir et de force dans le pays. Il y a derrière lui 2 millions d'Alaouites encore plus résolu que lui à se battre pour leur survie et plusieurs millions de minoritaires qui ont tout à perdre d'une

mainmise islamiste sur le pouvoir, seule évolution politique que l'Occident semble encourager et promouvoir dans la région.

Quand je suis allé pour la première fois en Syrie en 1966, le pays était encore politiquement dominé par sa majorité musulmane sunnite qui en détenait tous les leviers économiques et sociaux. Et les bourgeois sunnites achetaient encore – parfois par contrat notarié – des jeunes gens et de jeunes filles de la communauté alaouite dont ils faisaient de véritables esclaves à vie, manouvriers agricoles ou du bâtiment pour les garçons, bonnes à tout faire pour les filles.

Les Alaouites sont une communauté sociale et religieuse persécutée depuis plus de mille ans. Je vous en donne ici une description rapide et schématique qui ferait sans doute hurler les experts mais le temps nous manque pour en faire un exposé exhaustif.

Issus au Xe siècle, aux frontières de l'empire arabe et de l'empire byzantin, d'une lointaine scission du chiisme, ils pratiquent une sorte de syncrétisme mystique compliqué entre des éléments du chiisme, des éléments de panthéisme hellénistique, de mazdéisme persan et de christianisme byzantin. Ils se désignent eux mêmes sous le nom d'Alaouites – c'est à dire de partisans de Ali, le gendre du prophète - quand ils veulent qu'on les prenne pour des Musulmans et sous le nom de Nosaïris – du nom de Ibn Nosaïr, le mystique chiite qui a fondé leur courant – quand ils veulent se distinguer des Musulmans. Et – de fait – ils sont aussi éloignés de l'Islam que peuvent l'être les chamanistes de Sibérie.

Et cela ne leur a pas porté bonheur... Pour toutes les religions monothéistes révélées, il n'y a pas pire crime que l'apostasie. Les Alaouites sont considérés par l'Islam sunnite comme les pires des apostats. Cela leur a valu au XIV^e siècle une fatwa du juriste salafiste Ibn Taymiyya, l'ancêtre du wahhabisme actuel, prescrivant leur persécution systématique et leur génocide. Bien que Ibn Taymiyyah soit considéré comme un exégète non autorisé, sa fatwa n'a jamais été remise en cause et est toujours d'actualité, notamment chez les salafistes, les wahhabites et les Frères Musulmans. Pourchassés et persécutés, les Alaouites ont dû se réfugier dans les montagnes côtières arides entre le Liban et l'actuelle Turquie tout en donnant à leurs croyances un côté hermétique et ésotérique, s'autorisant la dissimulation et le mensonge pour échapper à leur tortionnaires.

Il leur a fallu attendre le milieu du XX^e siècle pour prendre leur revanche. Soumis aux occupations militaires étrangères depuis des siècles, les bourgeois musulmans sunnites de Syrie ont commis l'erreur classique des parvenus lors de l'indépendance de leur pays en 1943. Considérant que le métier des armes était peu rémunérateur et que l'institution militaire n'était qu'un médiocre instrument de promotion sociale, ils n'ont pas voulu y envoyer leurs fils. Résultat : ils ont laissé l'encadrement de l'armée de leur tout jeune pays aux pauvres, c'est à dire les minorités : chrétiens, ismaéliens, druzes, chiites et surtout alaouites. Et quand vous donnez le contrôle des armes aux pauvres et aux persécutés, vous prenez le risque à peu près certain qu'ils s'en servent pour voler les riches et se venger d'eux. C'est bien ce qui s'est produit en Syrie à partir des années 60.

Dans les années 70, Hafez el-Assad, issu d'une des plus modestes familles de la communauté alaouite, devenu chef de l'armée de l'air puis ministre de la défense, s'est emparé du pouvoir par la force pour assurer la revanche et la protection de la minorité à laquelle sa famille appartient et des minorités alliées – chrétiens et druzes - qui l'ont assisté dans sa marche au pouvoir. Ils s'est ensuite employé méthodiquement à assurer à ces minorités – et en particulier à la sienne - le contrôle de tous les leviers politiques, économiques et sociaux du pays selon des moyens et

méthodes autoritaires dont vous pourrez trouver la description détaillée dans un article paru il y a maintenant près de vingt ans².

Face à la montée du fondamentalisme qui progresse à la faveur de tous les bouleversements actuels du monde arabe, son successeur se retrouve comme les Juifs en Israël, le dos à la mer avec le seul choix de vaincre ou mourir. Les Alaouites ont été rejoints dans leur résistance par les autres minorités religieuses de Syrie, Druzes, Chi'ites, Ismaéliens et surtout par les Chrétiens de toutes obédiences instruits du sort de leurs frères d'Irak et des Coptes d'Égypte.

Car, contrairement à la litanie que colportent les bien-pensants qui affirment que « si l'on n'intervient pas en Syrie, le pays sombrera dans la guerre civile »... eh bien non, le pays ne sombrera pas dans la guerre civile. La guerre civile, le pays est dedans depuis 1980 quand un commando de Frères musulmans s'est introduit dans l'école des cadets de l'armée de terre d'Alep, a soigneusement fait le tri des élèves officiers sunnites et des alaouite et a massacré 80 cadets alaouites au couteau et au fusil d'assaut en application de la fatwa d'Ibn Taymiyya. Les Frères l'ont payé cher en 1982 à Hama – fief de la confrérie - que l'oncle de l'actuel président a méthodiquement rasée en y faisant entre 10 et 20000 morts. Mais les violences intercommunautaires n'ont jamais cessé depuis même si le régime a tout fait pour les dissimuler.

Alors, proposer aux Alaouites et aux autres minorités non arabes ou non sunnites de Syrie d'accepter des réformes qui amèneraient les islamistes salafistes au pouvoir revient très exactement à proposer aux Afro-américains de revenir au statu quo antérieur à la guerre de sécession. Ils se battront, et avec sauvagerie, contre une telle perspective.

Peu habitué à la communication, le régime syrien en a laissé le monopole à l'opposition. Mais pas à n'importe quelle opposition. Car il existe en Syrie d'authentiques démocrates libéraux ouverts sur le monde, qui s'accommodent mal de l'autoritarisme du régime et qui espéraient de Bashar el-Assad une ouverture politique. Ils n'ont obtenu de lui que des espaces de liberté économique en échange d'un renoncement à des revendications de réformes libérales parfaitement justifiées. Mais ceux-là, sont trop dispersés, sans moyens et sans soutiens. Ils n'ont pas la parole et sont considérés comme inaudibles par les médias occidentaux car, en majorité, ils ne sont pas de ceux qui réclament le lynchage médiatisé du « dictateur » comme cela a été fait en Libye.

Si vous vous informez sur la Syrie par les médias écrits et audiovisuels, en particulier en France, vous n'aurez pas manqué de constater que toutes les informations concernant la situation sont sourcées « Observatoire syrien des droits de l'homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'observatoire syrien des droits de l'homme, c'est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information privilégiée voire unique. Il n'a pourtant rien à voir avec la respectable Ligue internationale des droits de l'homme. C'est en fait une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants islamistes dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, Monsieur Haytham el-Maleh. L'Osdh s'est installé à la fin des années 80 à Londres sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et maintenant qataris.

² Alain Chouet, « La désintégration par le politique » in « *Tribus, tribalisme et États au Moyen Orient* », Maghreb-Mashrek n° 147, (Paris), 03/1995.

Je ne prétends nullement que les informations émanant de l'OSDH soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l'orientation partisane de cet organisme, je suis tout de même surpris que les médias occidentaux et en particulier français l'utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Second favori des médias et des politiques occidentaux, le Conseil National Syrien, créé en 2011 à Istanbul sur le modèle du CNT libyen et à l'initiative non de l'État turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d'opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme.... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9^e au 13^e siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7^e et 8^e siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme vous pouvez le constater lors des manifestations anti-régime où l'on entend plutôt hurler « Allahou akbar ! » que des slogans démocratiques.

Cela dit, la place prédominante faite aux Frères Musulmans au sein du CNS par l'AKP turc et le Département d'État américain a fini par exaspérer à peu près tout le monde. La Syrie n'est pas la Libye et les minorités qui représentent un bon quart de la population entendent avoir leur mot à dire, même au sein de l'opposition. Lors d'une visite d'une délégation d'opposants kurdes syriens à Washington en avril dernier, les choses se sont très mal passées. Les Kurdes sont musulmans sunnites mais pas Arabes. Et en tant que non-arabes, ils sont voués à un statut d'infériorité par les Frères. Venus se plaindre auprès du Département d'État de leur marginalisation au sein du CNS, ils se sont entendus répondre qu'ils devaient se soumettre à l'autorité des Frères ou se débrouiller tout seuls. Rentrés à Istanbul très fâchés, ils se sont joints à d'autres opposants minoritaires pour démettre le Président du CNS, Bourhan Ghalioun totalement inféodé aux Frères, et le remplacer par un Kurde, Abdelbassett Saïda qui fera ce qu'il pourra – c'est à dire pas grand chose - pour ne perdre ni l'hospitalité des islamistes turcs, ni l'appui politique des néo-conservateurs Américains, ni, surtout, l'appui financier des Saoudiens et des Qataris.

Tout cela fait désordre, bien sûr, mais est surtout révélateur de l'orientation que les États islamistes appuyés par les néo-conservateurs américains entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe.

Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui vont rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'État – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le Président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème. Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté qui se montrera encore plus violente et agressive si elle perd ses repères et ses chefs. Plus le temps passe, plus la communauté internationale entendra exercer des pressions sur les minorités menacées, plus les choses empireront sur le modèle de la guerre civile libanaise qui a ensanglanté ce pays de 1975 à 1990.

Il aurait peut être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a un an en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d'une protection internationale assurée aux minorités menacées. Et puisque l'Arabie et la Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont théoriquement nos amies et nos alliées, nous aurions pu leur demander de déclarer la fatwa d'Ibn Taymiyyah obsolète, nulle et non avenue afin de calmer le jeu. Il n'en a rien été. À ces minorités syriennes menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé

que la condamnation sans appel et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des États théocratiques soutenant le salafisme politique.

Débarrassés des ténors sans doute peu vertueux du nationalisme arabe, de Saddam Hussein, de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi, à l'abri des critiques de l'Irak, de l'Algérie et de la Syrie englués dans leurs conflits internes, les théocraties pétrolières n'ont eu aucun mal à prendre avec leurs pétrodollars le contrôle de la Ligue Arabe et d'en faire un instrument de pression sur la communauté internationale et l'ONU en faveur des mouvements politiques fondamentalistes qui confortent leur légitimité et les mettent à l'abri de toute forme de contestation démocratique.

Que les monarchies réactionnaires défendent leurs intérêts et que les forces politiques fondamentalistes cherchent à s'emparer d'un pouvoir qu'elles guignent depuis près d'un siècle n'a rien de particulièrement surprenant. Plus étrange apparaît en revanche l'empressement des Occidentaux à favoriser partout les entreprises intégristes encore moins démocratiques que les dictatures auxquelles elles se substituent et à vouer aux gémonies ceux qui leur résistent.

Prompt à condamner l'islamisme chez lui, l'Occident se retrouve à en encourager les manœuvres dans le monde arabe et musulman. La France, qui n'a pas hésité à engager toute sa force militaire pour éliminer Kadhafi au profit des djihadistes et à appeler la communauté internationale à en faire autant avec Bashar el-Assad, assiste l'arme au pied au dépeçage du Mali par des hordes criminelles qui se disent islamistes parce que leurs rivaux politiques ne le sont pas.

De même les médias et les politiques occidentaux ont assisté sans broncher à la répression sanglante par les chars séoudiens et émiratis des contestataires du Bahraïn, pays à majorité chiite gouverné par un autocrate réactionnaire sunnite. De même les massacres répétés de chrétiens nigériens par les milices du Boko Haram ne suscitent guère l'intérêt des médias et encore moins la condamnation par nos politiques. Quant à l'enlèvement et la séquestration durable de quatre membres de la Cour Pénale Internationale par des « révolutionnaires » libyens, elle est traitée en mode mineur et passe à peu près inaperçue dans nos médias dont on imagine l'indignation explosive si cet enlèvement avait été le fait des autorités syriennes, algériennes ou de tel autre pays non encore « rentré dans le rang » des « démocraties », ces dictatures islamistes sorties des urnes.

À défaut de logique, la morale et la raison nous invitent tout de même à nous interroger sur cette curieuse schizophrénie de nos politiques et nos médias. L'avenir dira si notre fascination infantile pour le néo-populisme véhiculé par Internet et si les investissements massifs du Qatar et de l'Arabie dans nos économies en crise valaient notre complaisance face à la montée d'une barbarie dont nous aurions tort de croire que nous sommes à l'abri.